



Du local au global, De Charleroi à l'Amérique latine, Vers une mondialisation solidaire

En Amérique Latine dans les années 70 et 80, avec des pays encore sous des dictatures militaires et avant la chute du mur de Berlin, le débat autour du développement était plutôt idéologique et se cantonnait souvent dans des milieux intellectuels et syndicaux. Malgré tout, le monde populaire exploité et de plus en plus exclu espérait un changement. Avec la montée en puissance du néolibéralisme dans les années 90, les paysan(ne)s, les travailleurs urbains et ruraux, les groupes de femmes sont passés à des actions plus concrètes avec des retombées quotidiennes (occupation et légalisation de la terre pour la cultiver, construction et rénovation d'habitat en ville, création d'emplois, etc.)

Encore aujourd'hui, des organisations et associations locales misent surtout sur du concret. Des initiatives d'économie solidaire, même si elles sont à la limite de la survie, apportent une légère amélioration du niveau de vie du groupe et de ses participants, tout en développant de petites structures qui permettent la participation de chacun(e). De là, il n'y a qu'un pas vers une participation citoyenne et ces travailleurs ont découvert que l'action locale (quartier, municipalité, région) peut mettre en place des moyens adéquats au service de l'économie solidaire.

L'action locale doit aussi envisager le global

Aujourd'hui, malheureusement, la mondialisation de l'économie ne favorise pas les petites et micro-entreprises d'économie solidaire. Celles-ci font face à une concurrence impitoyable et parfois même déloyale de la part d'entreprises transnationales qui délocalisent, par exemple, leurs unités de production dans des pays où la main d'œuvre est bon marché et exploitée. C'est pourquoi l'action locale doit aussi envisager le global.

Le comité de prévention des inondations au Sénégal l'a bien compris, puisque des leaders d'associations situées dans la banlieue de Dakar se regroupent et prennent l'initiative de monter un comité pour prévenir les inondations, non à l'échelle d'un quartier mais de toute la ville. Ces associations découvrent que les solutions satisfaisantes se situent à un niveau global ! Ce type de regroupement se reproduit à d'autres échelles. Ainsi, les Forums sociaux sont des espaces de découvertes réciproques où l'économie solidaire prend de plus en plus d'importance dans l'élaboration d'alternatives à la mondialisation néolibérale (www.socioeco.org/fr/fsm5.php et www.alliance21.org).

Des échanges à l'interpellation publique

Au départ, les échanges entre associations d'ici et de là-bas se cantonnaient dans la découverte de l'autre et de ses expériences de travail situées dans des contextes particuliers, par exemple entre la Ferme du Hayon en Belgique et les paysans sans terre du Brésil. Par ailleurs, des organisations, des mouvements ou des collectifs internationaux ont pour objectif

de faire entendre la voix des travailleurs auprès de diverses instances internationales, comme le Collectif international d'appui aux pêcheurs. La pêche n'est pas seulement une activité économique... des dimensions sociales et environnementales importantes doivent être prises en compte pour une préservation du secteur à long terme (www.icsf.net).

La reconnaissance sociale, politique et économique de la femme est un autre exemple. Le micro-crédit donne une reconnaissance à la femme dalit (intouchable) dans le Sud de l'Inde et renforce ainsi l'équité et le développement social. Après un voyage, en 2004, d'un groupe de femmes de Namur dans cette région de l'Inde, une délégation de femmes dalits était en Belgique en septembre 2005. Nul doute que les échanges réciproques renforceront les objectifs du mouvement mondial des femmes (www.mondefemmes.org/marche/index.htm).

Des droits qui dépassent les frontières

La rencontre entre des mouvements de l'habitat de São Paulo au Brésil et Solidarités Nouvelles de Charleroi aide à ouvrir les yeux. Alors que dans les échanges, les Sans Logis d'ici découvrent une pratique de solidarité brésilienne appelée « mutirão », la délégation brésilienne du mouvement de l'habitat de São Paulo, en Belgique en avril 2004, constate que malgré des luttes sociales chez nous, des droits s'effilochent et que les inégalités sociales pourraient rapidement augmenter et même, si nous ne prenons garde, atteindre celles du Brésil !

En Belgique, la lutte pour garantir le logement pour tous continue. La campagne de Vivre Ensemble Education « Dis, tu crèches où ? », a été l'occasion pour d'anciens SDF, proches de « Solidarités Nouvelles », d'interpeller le ministre Christian Dupont, en charge notamment de l'action sociale, et l'échevin du logement de la ville de Charleroi, Marc Parmentier, sur la politique du logement et le problème des sans-abri. Ils lui ont remis une pétition diffusée lors d'une action squat réalisée la semaine précédente au centre de Charleroi.

Le problème de la cherté des loyers nécessiterait l'établissement de loyers de référence par type de logements, en fonction de leur qualité et de leur environnement. La situation actuelle du parc locatif privé est véritablement désastreuse dans les grandes villes et le problème déborde actuellement vers les zones plus rurales également. Les locataires consacrent parfois jusqu'à 70 % de leurs revenus au paiement de leur loyer, alors qu'on estime que seuls 30% des ressources devraient être affectées au logement. De plus, la qualité du logement est loin d'être garantie par le loyer élevé. Comment, dans ces conditions, vivre dans la dignité ?

Cette situation a des répercussions également sur les familles, qui ne peuvent parfois pas éviter le placement de leurs enfants en institution ou dans des familles d'accueil, à cause de la mauvaise qualité de leur habitat, jugé, souvent à juste titre, trop exigü ou trop humide.

Ne serait-il pas plus judicieux et moins coûteux financièrement et moralement d'accorder une allocation loyer pour les personnes et familles aux revenus limités ? Cette allocation pourrait être financée au niveau fédéral pour les personnes bénéficiant du Revenu d'intégration sociale ou ayant des revenus équivalents. Et par les régions pour les ménages dont les revenus correspondent aux conditions d'accès au logement social. Cette mesure doit être développée parallèlement à un système de maîtrise des loyers et au renforcement de la politique du logement social.

Des expériences novatrices naissent

A côté de ces revendications, des expériences novatrices souvent inspirées d'autres pays comme le Danemark, le Brésil ou la France, commencent à faire leur chemin dans les têtes d'acteurs de terrains.

C'est ainsi qu'un travailleur de rue de Charleroi, en lien avec le mouvement de l'habitat à São Paulo au Brésil et avec les Marches Européennes, tente de mener, en Auvergne, une expérience d'auto construction avec des SDF de Charleroi et d'Auvergne. Dans un lieu calme et serein, en montagne, les personnes construisent leur propre maison avec de la terre, de la paille, du bois, de la chaux et des matériaux de récupération trouvés sur place. Sur des terrains en friche, ils recréent des jardins individuels, pour eux, mais aussi pour la collectivité. Ils retrouvent ainsi la notion de partage et de solidarité. Sur d'autres terrains, ils replantent des arbres fruitiers. Mais le projet ne s'arrête pas là ! Construire une maison de paille, de terre, de bois n'aurait aucun sens, si celui qui la construit ne mène pas une réflexion sur lui-même, s'il ne se redécouvre pas l'envie de vivre et non de survivre, de participer à la construction d'un autre monde à partir de ce que lui, le SDF, l'exclu, est en réalité, au-delà des apparences.

Du local au global, la mondialisation de la solidarité, qui rend possible un autre monde, a besoin d'imagination et d'expériences de terrain composées d'hommes et de femmes confrontés aux difficultés et capables de relever les défis. L'économie sociale et solidaire est une piste à privilégier pour que des changements ou des alternatives puissent se construire. Il n'existe pas de solutions toutes faites, ni de remèdes miracles, il faut toujours les (re)chercher et les confronter avec les expériences des autres et, ensemble, les améliorer. C'est aussi pour cela que l'action globale solidaire est indispensable.

Marie-Christine Lothier et Xavier Jadoul
Vivre Ensemble Education